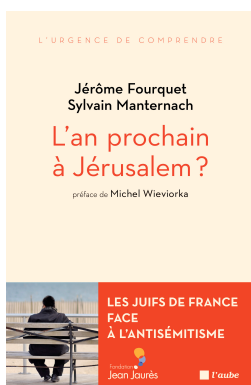


Préface Michel Wieviorka



L'an prochain à Jérusalem? Les Juifs de France face à l'antisémitisme, par Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, co-édité par la Fondation Jean-Jaurès et les Éditions de l'Aube, coll. L'urgence de comprendre (janvier 2016)

L'étude de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach nous donne à voir les inquiétudes des Juifs de France, qui n'ont cessé de croître depuis une trentaine d'années, et la façon dont elles se traduisent par deux types de comportements principaux, électoraux (vote pour Nicolas Sarkozy notamment), et départs pour Israël, plus que toute autre destination – l'Alya, si vivement sollicitée par Ariel Sharon en 2004, et plus récemment par Benyamin Netanyahou, en particulier dans le contexte dramatique des tueries de janvier 2015.

Deux logiques

Pour comprendre ces évolutions, il convient de « penser global », comme je le propose depuis plusieurs années, et donc d'articuler deux types de logiques.

Les unes sont externes, planétaires, et elles se traduisent par la projection sur le sol français de deux phénomènes d'une importance considérable. D'une part, le conflit israélo-palestinien suscite en France des identifications à la cause palestinienne qui peuvent prendre un tour radical, où se conjuguent haine d'Israël – antisionisme – et haine des Juifs – antisémitisme. Et d'autre part, le

« choc des civilisations », selon l'expression (en fait pas très heureuse) de Samuel Huntington, revêt chez certains l'adhésion à un islamisme violent, en guerre contre l'Occident, contre Israël, sa pointe avancée en terre d'islam, et contre les Juifs, en général.

Les autres logiques sont internes, propres à la société française et à son travail sur elle-même. Ces logiques ne sont pas toutes lourdes d'insécurité, de haine ou de rejet pour les Juifs de France. Il y a longtemps qu'ils ne sont plus en aucune façon discriminés et, s'il existe des quartiers à forte population juive, ce n'est pas du fait d'une quelconque ségrégation. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'antisémitisme a considérablement régressé au sein des populations où il était auparavant largement répandu. Le catholicisme, notamment, a produit son *aggiornamento*, surtout depuis le concile Vatican II, et on peut tenir pour terminée la « guerre des deux France » dans laquelle la haine des Juifs était fortement présente dans une droite souvent à la fois chrétienne, nationaliste et antidreyfusarde. Ce qui ne veut pas dire que ce vieil antisémitisme a disparu, on en trouve la trace notamment dans les profanations de cimetières juifs, dont les coupables sont généralement des jeunes tentés par des idéologies skinhead, néonazie ou apparentées – ce livre ne s'y intéresse pas.

L'antisémitisme demeure présent au sein d'une certaine extrême gauche, voire dans l'écologie politique, qui dérivent alors d'une critique légitime du gouvernement israélien à un antisionisme virulent et antisémite. Surtout, il s'est étendu dans des populations qualifiées généralement d'arabes et/ou musulmanes, ou « issues de l'immigration » – une autre expression qui n'est pas vraiment heureuse.

On devrait pour être complet ajouter au moins deux autres populations concernées : d'une part dans certaines franges du monde noir de France, antillais ou migrants en provenance de l'Afrique subsaharienne, où les Juifs sont accusés de façon totalement fallacieuse d'avoir organisé la traite des Noirs ; et d'autre part dans des univers moins nettement définis, immergés dans la culture numérique moderne où toute opinion doit pouvoir circuler immédiatement et sans barrière – les Juifs, ici, sont perçus comme un obstacle par exemple parce qu'ils n'acceptent pas le négationnisme.

Le modèle néo-républicain et sa crise

Les mutations de l'antisémitisme ne s'expliquent pas par les transformations du monde juif de France, ou en tout cas pas seulement. Mais elles s'inscrivent dans la même évolution générale. Celle-ci, comme le montrent nettement Fourquet et Manternach, se transcrit pour les Juifs de France par une droitisation politique matière électorale, et dans l'Alya. Pour la comprendre, il faut envisager en profondeur le modèle républicain qui organise notre vie collective.

Puisqu'il s'agit ici des Juifs de France, indiquons les trois principales étapes de leur inclusion au sein de ce modèle : nous allons voir qu'elles correspondent à des changements significatifs.

L'après-guerre : les Juifs, citoyens israélites

Dans un premier temps, qui s'achève vers le milieu des années 1960, les Juifs de France sont des « israélites » –un mot qui a pratiquement disparu de notre vocabulaire. Ce sont des citoyens comme les autres, des individus libres et égaux en droit qui vivent leur particularisme en privé, et non dans l'espace public. Le modèle est dans le droit fil de la célèbre phrase du comte de Clermont-Tonnerre disant en 1789 qu'« il faut tout refuser aux juifs comme nation et tout accorder aux juifs comme individus ».

1967-1982 : l'âge d'or du néo-républicanisme

Une deuxième phase s'ouvre alors, qui dure une bonne quinzaine d'années, et qui avec le recul apparaît comme un âge d'or pour les Juifs de France. D'une part, dans le contexte de la décolonisation, leur population s'est lestée avec la venue de Juifs d'Afrique du Nord, en même temps qu'elle devient de plus en plus visible dans l'espace public : soutien ostensible à Israël, prise de conscience dans toute la société de ce que fut le génocide des Juifs par les nazis, début d'action mémorielle et demandes que le rôle de Vichy durant la guerre soit clarifié (rafles, déportations), etc. Des communautés s'ébauchent – celles dont parle le livre de Fourquet et Manternach, à Sarcelles notamment. L'époque est favorable aux Juifs.

L'antisémitisme classique, celui qui a abouti au nazisme, est disqualifié, sans espace politique ni idéologique. Et l'image d'Israël est alors très positive, c'est celle d'un pays pionnier, avec ses kibboutz, d'un pays efficace et moderne, dont les services secrets ont pu exfiltrer Adolf Eichmann d'Argentine pour qu'il soit jugé au terme d'un procès qui a fasciné le monde entier, c'est celle aussi de David qui a battu Goliath durant la guerre des Six Jours en 1967 – la date pourrait constituer un moment fondateur dans la rupture avec l'ère précédente.

Les Juifs de France inventent alors ce que j'ai appelé un néo-républicanisme, un modèle dont ils sont les seuls à bénéficier, dans lequel ils sont profondément attachés à une République qui les protège, en même temps qu'ils s'affirment de façon apparente dans la sphère publique comme une communauté.

La crise du modèle néo-républicain

Mais au début des années 1980, une troisième phase s'ouvre, dans laquelle ce modèle néo-républicain commence à battre de l'aile. D'une part, l'antisémitisme se renouvelle, ouvre des brèches et trouve un espace avec le négationnisme. « A Auschwitz, on n'a gazé que des poux », déclare en 1978 à *L'Express* un ancien « collabo », Darquier de Pellepoix. Dans la foulée, Robert Faurisson commence à faire

connaître ce type de thèse, qui fera le miel de Jean-Marie Le Pen, dont le parti cesse d'être groupusculaire en 1983.

Et d'autre part, l'image d'Israël est ternie pour la première fois, mais de façon décisive, avec l'entrée de son armée au Liban en 1982, et les crimes des milices chrétiennes qu'il rend possible (massacres de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila) – d'autres épisodes iront par la suite dans le même sens d'une détérioration continue de cette image, Fourquet et Manternach en donnent une description fort utile.

S'inaugure alors l'ère actuelle, dans laquelle le monde juif de France poursuit sa communautarisation, comme l'ont montré notamment les travaux d'Erik Cohen, tout en continuant à être profondément attachés à la République. Les transformations de l'immigration récente, qui cesse, comme a dit un rapport de Stéphane Hessel, d'être de travail pour devenir de peuplement, ouvrent un nouvel espace à l'antisémitisme, on l'a vu, et la radicalisation islamiste, en particulier, vient comme couronner par des tueries terroristes un climat où la violence n'avait cessé de s'étendre.

Dans la première phase historique du modèle républicain d'après-guerre, les Juifs ne sont pas visibles – ils ne forment pas de communauté, l'espace de la haine antisémite est réduit. Ils se remettent comme ils peuvent des horreurs auxquelles ils ont survécu, et dont, contrairement à une idée reçue, ils voudraient parler – mais les temps n'y sont pas propices, tant l'espace politique et mémoriel est saturé par le couple communisme/gaullisme qui ne veut évoquer la guerre que sous l'angle de la Résistance. Dans la deuxième phase, le néo-républicanisme peut fonctionner à peu près harmonieusement, car l'antisémitisme n'a guère sa place. Mais aujourd'hui, il est en crise, la visibilité communautaire des Juifs devient pour eux problématique, beaucoup se sentent en danger physique, et c'est le fruit de cette crise que nous donnons à apprécier Fourquet et Manternach. Certains quittent la France pour Israël, à la fois en raison de leur sentiment d'insécurité, mais aussi pour pouvoir vivre pleinement leur judaïsme, y compris dans l'espace public, ce que le modèle néo-républicain ne leur permet plus ; pour d'autres, la mobilité se fait à l'intérieur de l'Hexagone, ils se contentent de quitter leur quartier à forte visibilité communautaire pour d'autres localisations urbaines. Et – le thème aurait mérité d'être abordé plus nettement dans ce livre – la droitisation électorale ne suffisant plus à calmer leurs inquiétudes, d'autres, ou les mêmes, se préparent à voter pour le Front national, dont la présidente, de son côté, tente d'apparaître comme un rempart « dédiable », débarrassé de l'antisémitisme congénital du FN, et leur donne à penser que, face à l'islamisme, les intérêts sont convergents.

Débats et questions

L'étude de Fourquet et Manternach est excellente s'il s'agit de penser en termes électoraux, ou de prendre la mesure de ce qu'est l'Alya depuis la France. Elle mérite aussi que l'on examine les débats au sein desquels elle intervient et pourrait à l'avenir être mobilisée. Trois points seront retenus ici.

Le discours des acteurs

Parmi les sources que mobilisent Fourquet et Manternach, beaucoup procèdent de la communauté juive. Or des données en provenance des acteurs que l'on étudie auraient dû appeler sinon la critique du moins la prudence et la vigilance, qu'il s'agisse par exemple de celles du Service de protection de la communauté juive, de celles fournies par Sammy Ghozlan, qui est un acteur particulièrement engagé, ou de la parole de Roger Cukierman – ce président du CRIF qui trouvait en 2015 Marine le Pen « irréprochable personnellement ». En s'intéressant à l'expérience des Juifs de France, en les écoutant, en s'intéressant à leur vécu, tel qu'ils peuvent en parler, eux et le lobby pro-israélien qu'est le CRIF, ce qu'il fallait faire, à l'évidence, les auteurs ont privilégié l'examen de la subjectivité des acteurs sur l'objectivité que doit aussi viser la recherche – sans pour autant verser dans le positivisme.

Des statistiques ethniques

Depuis longtemps, les travaux démographiques de Doris Bensimon, Sergio Della Pergola ou Erik Cohen apportent des connaissances chiffrées sur les Juifs de France, leur nombre, leurs orientations, leurs tendances à la communautarisation par exemple. L'étude de Fourquet et Manternach, comme ces travaux, relève du principe des statistiques ethniques. On apprend dans leur ouvrage combien il y aurait de Juifs en France, où ils vivent, combien partent en Israël, on découvre que les CSP+, avec les cadres supérieurs, les professions libérales, les commerçants, artisans et chefs d'entreprise, sont surreprésentés parmi eux, etc. Je ne m'en plaindrai pas, au contraire, et après tout, peut-être que la meilleure façon de faire progresser le débat sur les statistiques ethniques consiste à en établir sans le dire et encore moins sans le clamer. Mais : qu'en pensent ceux qui sont d'ordinaire prompts à refuser tout recueil de données de ce type ?

Qui est juif ?

La méthode adoptée par les auteurs appelle une autre discussion : elle repose sur une définition de l'identité juive qui mérite discussion et débouche sur la constitution d'un échantillon qui comporte des « personnes se déclarant de confession juive », ou « ayant au moins un parent d'origine juive ». Il y a là un thème ancien et

récurrent, il suffit de penser aux innombrables écrits sur ce thème, de Jean-Paul Sartre, pour qui on est juif sous le regard de l'autre, à Richard Marienstras, qui explique que la seule façon de définir cette identité consiste à savoir qu'elle est l'objet de discussions infinies, en passant par David Ben Gourion demandant à cinquante sages de répondre à la question « Qu'est-ce qu'être juif ? »¹ (on rappellera au passage que le nom « juif » s'écrit avec une minuscule lorsqu'il renvoie à la religion et avec une majuscule s'il s'agit de parler d'un peuple ou d'une nation). Pour l'Etat d'Israël, par exemple, ou pour les religieux juifs, un pourcentage certainement important de personnes retenues ici pour avoir « un parent d'origine juive au moins » n'auraient pas leur place dans une enquête sur les Juifs, de France ou d'ailleurs. Ce qui aurait mérité examen, ne serait-ce que parce que les candidats à l'Alya doivent en théorie être juifs aux yeux des autorités civiles et religieuses israéliennes, et pas seulement avoir un parent juif.

De même, les Juifs, ici, relèvent à bien des égards d'une « communauté », le livre s'ouvre même en l'évoquant : ce point de vue est fondé s'il s'agit de constater que les gros bataillons des partants pour Israël ont le sentiment d'appartenir à une « communauté », il l'est moins si l'on considère le nombre de Juifs qui ne relèvent, ni objectivement, ni subjectivement, de cette « communauté ».

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach se sont donc lancés dans un chantier qui comporte de nombreuses chausse-trappes : reconnaissons-leur le grand mérite de les avoir pour l'essentiel évitées, et remercions-les d'apporter un éclairage lumineux, documenté, sur le comportement et les sentiments des Juifs de France dans un contexte qui les inquiète à juste titre.

Michel Wieviorka
Président du directoire de la Fondation
Maison des Sciences de l'Homme et directeur
d'études à l'EHESS. Il a publié La tentation
antisémite (Robert Laffont, 2006) et
L'antisémitisme expliqué aux jeunes (Seuil,
2014).

¹ Jean-Paul Sartre, *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard, 1946 ; Richard Marienstras, *Etre un peuple en diaspora (1975)*, Paris, Les prairies ordinaires, 2014 ; Eliezer Ben-Raphael, *Qu'est-ce qu'être juif, suivi par 50 sages répondent à Ben Gourion (1958)*, Paris, Balland, 2001.